

## **MANCHE NUMERIQUE**

**235 Rue Joseph Cugnot  
50 000 SAINT LO**

### **CONSULTATION PUBLIQUE CONCERNANT LE PROJET DE DECISION PRECISANT LES MODALITES DE L'ACCES AUX LIGNES DE COMMUNICATION ELECTRONIQUES A TRES HAUT DEBIT EN FIBRE OPTIQUE EN DEHORS DES ZONES TRES DENSES**

La construction des réseaux de télécommunication très haut débit représente un défi majeur pour notre pays. Les règles qui vont fixer les modalités techniques et financières de ce déploiement vont être fondamentales pour garantir sa mise en œuvre et donc maintenir la compétitivité de notre pays sur le plan européen et mondial. Il s'agit d'un enjeu sociétal majeur, en effet le déploiement du réseau très haut débit fixe et mobile déterminera un changement profond de la vie quotidienne de nos concitoyens, mais aussi des entreprises et des structures publiques. Le réseau optique est le réseau du XXIème siècle. Toute forme de différenciation dans la rapidité à mettre en place cette technologie, à modéliser de manière industrielle les usages et les services creusera les écarts de développement, de croissance et donc de qualité de vie entre les pays. Cette concurrence entre pays est transposable entre milieu urbain et milieu rural à l'intérieur d'un même territoire. Laisser à une échelle infranationale une forme de discrimination, c'est amputer les marges de développement et plus globalement redonner de la vigueur à la polarisation sur les zones urbaines au détriment des zones rurales, alors que dans les vingt années qui viennent de s'écouler, la situation en France tendait à voir les zones rurales regagner en population.

**Le développement numérique est donc à la fois un enjeu économique, mais aussi et surtout un enjeu d'aménagement du territoire.** Les collectivités devront donc jouer dans cette organisation, une action majeure et déterminante.

Cette action est d'autant plus justifiée que l'équation économique à résoudre en zone non dense le sera grâce à la mutualisation des interventions. La collectivité peut donc être l'artisan de cette mutualisation en développant un réseau public, ouvert à tous de manière non discriminante, grâce à une mobilisation large de financements. C'est l'objectif dans le cadre du grand emprunt, mais ce sera aussi à l'ensemble des collectivités locales de se mobiliser et de participer à l'investissement. En effet, l'efficacité passera par un réseau mutualisé, en zone arrière des points de mutualisation, mais aussi sur les segments de transport quand la collectivité a construit ou construira une infrastructure de collecte. Manche Numérique considère donc que l'action des collectivités, actuelle et potentielle, n'est pas suffisamment apparente dans la proposition. Il est vrai que l'intervention publique est inégale sur le territoire, elle ne peut donc pas s'imposer a priori. Cependant, là où elle est effective, elle devrait être le lieu d'articulation du déploiement pour le favoriser et l'accélérer.

Deux cas de figure sont imaginables. Le premier concerne la présence d'un Réseau d'Initiative Publique ; là où il existe, un mode d'organisation entre intervention publique et intervention privée est à définir. Il ne sera plus celui mis en place pour le dégroupage des NRA et la couverture des zones blanches, mais le réseau public doit être le support de l'avancée vers le FTTH en partenariat avec les opérateurs et les fournisseurs d'accès. Le second concerne les territoires qui se dotent d'un SDAN, schéma directeur d'aménagement numérique. La cohérence du réseau à déployer, les mailles pertinentes pour localiser les NRO et les points de mutualisation doivent à notre sens passer par ce schéma, dans la concertation entre collectivités et entreprises. Le schéma devrait donc avoir une valeur non seulement indicative, mais être opposable à tous les partenaires. Nous avons donc un nouveau modèle opérationnel à définir pour généraliser le partenariat entre public et privé, et donner aux zones non denses un réseau construit dans les meilleurs délais. Cet objectif passe notamment par une meilleure définition de l'articulation entre les réseaux publics déjà déployés et le réseau de l'opérateur historique, pour favoriser la mutualisation, tout en donnant un accès le plus ouvert possible à toutes les entreprises.

Manche Numérique se félicite de l'abandon d'une partie du découpage territorial initialement proposé en 3 zones vers deux zones dites denses et non denses. Nous regrettons toutefois que la distinction entre zone dense et non dense soit maintenue sans mécanisme de péréquation pour venir alimenter le fonds d'aménagement numérique créé par la loi Pintat. Les financements dans le cadre du grand emprunt sont insuffisants pour atteindre l'objectif affiché par le Président de la République, objectif de couverture totale du territoire en très haut débit.

Nous préconisons donc toujours (réponse au questionnaire sur le FTTH en zone non dense du 19 avril dernier) la constitution d'un réseau très haut débit propriété publique, proposant des conditions d'accès aux opérateurs et fournisseurs d'accès, transparentes, neutres et non discriminantes, mutualisant par là même les investissements des acteurs privés, sur une seule infrastructure. Le modèle économique associé, permettant d'assurer un financement de la construction et une pérennité du réseau, est à définir. La première modalité de commercialisation serait un dispositif de co-investissement ab initio, sous la forme d'un IRU de trente ans. Les co-investisseurs initiaux pourraient être rejoints ultérieurement dans des conditions identiques. Enfin le catalogue de service proposé par la collectivité et son représentant permettra une commercialisation au port passif et au port activé. Ainsi, l'ensemble des opérateurs pourra accéder au réseau, quelque soit la taille de l'entreprise, sa part de marché et la nature des prestations proposées, classiques ou plus innovantes (santé, domotique, etc.). Cette ouverture volontariste à la concurrence et à la recherche de nouveaux services sera un enrichissement pour toute la filière et stimulera le marché. Elle participera à un nouvel élan vers une croissance renouvelée. Le cadre juridique reste à penser, mais il s'inspirera fortement des dispositifs existants.

La place des collectivités dans l'action engagée pour l'aménagement numérique du pays doit leur conférer une position particulière par rapport aux acteurs privés et doit donc bénéficier de règles différentes.

L'autre question essentielle non abordée dans la consultation est la problématique des prix de vente à la plaque dans le cadre d'un Réseau d'Initiative Publique. Les prix de référence sont les tarifs à la prise des zones très dense, ils fluctuent entre 150 et 200 Euros à la prise. Quand on sait que dans un département rural peu dense, le prix moyen à la construction d'une prise est de l'ordre de 1500 Euros, la collectivité a un effort considérable à réaliser pour équilibrer le financement du réseau public. Dans ces conditions, il est peut imaginable que les opérateurs privés viennent investir seuls ou en co-investissement avec d'autres entreprises. C'est la démonstration de l'impérieuse nécessité de mutualiser, mais aussi de peser sur les prix de référence et que les opérateurs qui reçoivent une aide de l'état acceptent de payer les prises à un tarif de l'ordre de 250 Euros la prise, la durée de l'IRU étant ajustée pour atteindre un équilibre économique plus facilement. Comme évoqué plus haut, le catalogue de service sera complété par une offre au port passif et au port activé.

Autre sujet qui n'est pas abordé dans la consultation, la gestion du domaine public est de la compétence des collectivités. Il est souhaitable que dans le cadre de tous les travaux de génie civil réalisés par les collectivités, eau, assainissement, effacement coordonné de réseaux, etc., des fourreaux soient passés à titre préventif et en fonction du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique. Là encore les collectivités ont un rôle essentiel à jouer pour anticiper le déploiement du très haut débit. Par ailleurs, l'utilisation des réseaux électriques, propriété de la collectivité, peuvent être le support d'un déploiement de la fibre sur certaines portions en aérien. La création d'un syndicat de réseaux à la maille départementale ou la prise de la compétence numérique par les syndicats d'énergie serait un facteur considérable d'amélioration de l'efficacité publique. Une autre piste réside dans une intervention coordonnée des services techniques des différents niveaux de collectivités à la maille départementale (directions des infrastructures des conseils généraux, services techniques des villes, des Epci et des communes).

Les propositions techniques qui sont faites dans cette consultation nous semblent tout à fait convenir à la mise en œuvre d'un réseau très haut débit en zone rurale.

Plusieurs éléments sont toutefois à souligner quant aux points de mutualisation :

- 1) Ils semblent correctement dimensionnés et correspondent aux choix que nous avons réalisés pour la construction du réseau de Saint Lô. Les études que nous avons engagées sur la communauté de communes de la Hague démontrent également que les points de mutualisation sont de la taille proposée.
- 2) En milieu rural peu dense, à notre sens, le point de mutualisation devrait être le NRO. La question de l'attractivité économique de ces zones ne dépend que du modèle économique proposé et non pas des aspects techniques de livraison, sous réserve que les contraintes des opérateurs aient été prises en compte.
- 3) La maille pertinente pour déployer un réseau en zone peu dense nous paraît être l'EPCI, en effet il correspond assez bien pour notre territoire à la modélisation d'une ou plusieurs poches FTTH, permettant ainsi une réflexion coordonnée entre collectivités, communes et communauté de communes. Par ailleurs, point essentiel, la réflexion ne doit pas se cantonner aux infrastructures, mais permettre de définir les usages et les services numériques pertinents pour le territoire concerné. C'est à l'échelle de l'EPCI que cette réflexion peut être menée.

Enfin dernier point sémantique, en milieu rural, l'opérateur d'immeuble pourrait devenir l'opérateur de plaque, si le NRO devenait le point de mutualisation.